

AOC

Août 2024

Dans les villes moyennes, l'effritement d'une alliance de classe

Élie Guéraud et Achille Warnant

Souvent ancrées à gauche depuis la fin des années 1970, les villes moyennes connaissent une forte progression du vote RN, en particulier au sein des couronnes périurbaines et, plus récemment, des quartiers d'habitat social. L'intensité particulière qu'y prend le phénomène s'explique notamment par une crise du travail d'encadrement politique des classes populaires historiquement assuré par une petite bourgeoisie culturelle locale.

Les élections européennes et législatives du printemps 2024 ont été marquées par le score historique du RN, qui s'est imposé, à l'occasion de ces scrutins, comme la première force politique du pays. De fortes variations territoriales peuvent toutefois être constatées, en grande partie tributaires d'effets de composition sociale : les espaces ruraux, en moyenne plus populaires, sont caractérisés pour un net survote en faveur du RN quand les électeurs des grandes agglomérations, en moyenne plus favorisés, se tournent davantage vers l'offre politique de gauche, du centre et de la droite dite « républicaine ».

Un tel modèle présente toutefois plusieurs écueils, en particulier celui de simplifier à l'excès la réalité par l'utilisation de catégories spatiales fourre-tout (rural vs urbain), mais aussi celui de laisser dans l'ombre le cas particulier des villes moyennes. En dépit de leur hétérogénéité, une large partie de ces villes sont marquées par un ancrage à gauche depuis la fin des années 1970. Elles se caractérisent pourtant aujourd'hui par une forte montée du RN, initiée lors des élections municipales de 2014 et confirmée à l'occasion des derniers scrutins, en

particulier au sein des couronnes périurbaines et, plus récemment, des quartiers d'habitat social.

Dans ces espaces comme ailleurs, des facteurs structurels permettent d'expliquer ces transformations : précarisation des classes populaires, montée du sentiment de déclassement, ou encore normalisation du racisme. Pourtant, l'intensité particulière qu'y prend le phénomène s'explique également par le fait qu'une grande partie de ces villes est aujourd'hui le théâtre d'une crise du travail d'encadrement politique des classes populaires historiquement assuré par une petite bourgeoisie culturelle locale.

Tandis que cette dernière fait l'objet d'une importante fragilisation, en particulier sur les scènes politique, professionnelle, associative ou encore résidentielle, elle incarne de moins en moins un modèle positif d'identification partisane auprès des classes populaires. Dans ce contexte, la montée du RN s'explique également par l'effritement d'une alliance de classe, sur laquelle s'était fondé et construit le socialisme et le communisme municipal, dont il importe de prendre la mesure dans la perspective des futures échéances électorales, notamment celle des municipales de 2026.

Les villes moyennes, laboratoire d'une alliance de classe ?

Si les villes moyennes se caractérisent par des situations géographiques et économiques variées, elles partagent cependant, depuis la seconde moitié du XXe siècle, une position particulière dans le déploiement territorial de l'État qui, historiquement, ne fut pas sans conséquence sur leur peuplement et la structuration d'alliances politiques localisées. Dans les années 1970, l'État, qui cherche un relais aux métropoles d'équilibres, pour contrer la domination de Paris, va en effet miser sur ces villes présentées, à cette époque, comme « la grande chance de la France ».

Les pouvoirs publics espèrent alors assurer un développement équilibré et harmonieux du territoire national, en faisant de ces espaces une alternative citadine à la vie dans les grandes agglomérations, comprenant toutefois les services utiles au quotidien : administrations, hôpital, établissements scolaires, succursales de banques ou d'assurances, etc. Elles vont ainsi bénéficier d'une politique d'équipement qui leur sera spécifiquement destinée avec la mise en place des contrats des villes moyennes, mais aussi et surtout profiter, à la même période, du

développement des politiques éducatives et culturelles et, plus généralement, de l'État social.

Au bénéfice de ce contexte, deux groupes sociaux vont connaître un essor important dans ces mêmes décennies. D'un côté, il y a les ouvriers et les employés sans qualification originaires des campagnes environnantes. Grâce à l'installation d'entreprises à faible valeur ajoutée, facilitée par la décentralisation industrielle, et au développement du secteur tertiaire, ces villes se trouvent de fait mieux armées pour répondre aux aspirations d'une population jeune et rurale. De l'autre, une petite bourgeoisie culturelle émergente, composée des professions salariées des secteurs éducatif (professeurs et instituteurs, conseillers d'orientation, etc.), culturel (bibliothécaires, intermédiaires du travail artistique, etc.) et social (travailleurs sociaux, psychologues, etc.) connaît également une croissance significative, en raison du déploiement territorial de l'État.

Ces deux ensembles viennent renforcer les rangs des militants et/ou sympathisants socialistes et communistes dans les années 1970, comme en témoigne la très large victoire de la gauche enregistrée dans les villes moyennes aux élections municipales de 1977, qui l'emporte dans 80 de ces villes (sur 139). Cette alliance de classe ne s'observe pas seulement dans les urnes, elles se cristallisent aussi, après ces victoires, dans le mode de gouvernance municipale, caractérisé par un partage des responsabilités entre PS et PCF, dans le sillage du Programme commun.

Tandis que des employés, des ouvriers, mais aussi des membres de cette petite bourgeoisie culturelle émergente, font leur entrée au conseil municipal, des politiques sociales, éducatives et culturelles ambitieuses sont expérimentées localement. Elles se traduisent par l'ouverture de centres sociaux, la création d'équipements sportifs et culturels dans les quartiers populaires, ainsi que par le développement du secteur associatif.

La petite bourgeoisie culturelle connaît, dans ce cadre, une importante ascension durant les années 1980 et 1990, qui se traduit, outre par sa participation active aux politiques municipales, par un investissement important de l'espace public. À l'image des « aventuriers du quotidien » décrits par Catherine Bidou, ce groupe social investit les scènes résidentielle, associative et politique, et parvient à se présenter comme une figure de notabilité locale, à l'interface des classes populaires

dont elle assure l'encadrement par le biais de ses fonctions professionnelles et politiques. Alors que se pérennise le socialisme municipal dans de nombreuses villes moyennes, elle représente ainsi, dans ces décennies, le substrat social d'un modèle d'identification partisane favorisant la politisation à gauche des classes populaires.

Une petite bourgeoisie culturelle fragilisée

À l'échelle nationale, d'importantes transformations depuis la fin du XXe siècle ont eu pour effet de fragiliser cette petite bourgeoisie culturelle. Mentionnons d'abord le mouvement de désengagement de l'État et les politiques d'austérité qui l'accompagnent, dont la révision générale des politiques publiques (RGPP) de 2007, les baisses de dotation aux collectivités territoriales ou encore les réformes de l'hôpital public ou de l'université constituent certaines des manifestations les plus visibles.

De nombreuses enquêtes sociologiques conduites ces dernières années permettent d'éclairer les effets concrets d'un tel processus, à savoir une dégradation des conditions de travail et une fragilisation des vocations et aspirations, qui concernent autant les travailleurs sociaux que les enseignants, les intermédiaires du travail artistique ou encore les artistes. Enfin, mentionnons la question de la perte de la légitimité de ce groupe social et de la dégradation du pouvoir symbolique dont il pouvait disposer.

Or les villes moyennes présentent un certain nombre de caractéristiques qui sont de nature à renforcer ce phénomène de fragilisation. En premier lieu, après avoir largement bénéficié du déploiement territorial de l'État, qui a fait des collectivités, du rectorat ou encore des hôpitaux les principaux employeurs locaux dans un contexte de rétractation des emplois industriels, ces villes moyennes sont fortement déstabilisées par les politiques d'austérité et la dégradation des services publics qui en découle.

Ces dernières fragilisent ainsi l'assise économique, professionnelle mais aussi symbolique de la petite bourgeoisie culturelle locale. En outre, près de la moitié des villes moyennes sont aujourd'hui sujettes à un phénomène de déclin urbain, qui se traduit par une décroissance démographique, une paupérisation des habitants ainsi que par une dégradation de la valeur économique et symbolique de l'espace.

Ce contexte fragilise les bases sociales des différentes forces de gauche, en net retrait depuis les élections municipales de 2014, à la fois car il entache la légitimité de la gauche à gouverner localement mais aussi car il donne lieu à une transformation de la morphologie sociale. Cette dernière se concrétise par une décroissance socialement sélective, notamment portée par l'arrivée de ménages populaires précarisés, et aussi parfois racisés, qui peut venir renforcer localement un sentiment de déclassement social et territorial, à la fois parmi les classes populaires sédentaires mais aussi parmi les membres de la petite bourgeoisie culturelle.

L'effritement d'une alliance de classe

Cette fragilisation de la petite bourgeoisie culturelle présente, dans ce contexte, des effets notables sur l'encadrement politique opéré sur les classes populaires, favorisant l'effritement d'une alliance de classe sur laquelle s'était développé le socialisme et communisme municipal. Il faut, pour le comprendre, rappeler que, au-delà des facteurs nationaux susceptibles d'expliquer la montée du RN parmi les classes populaires, les médiations politiques s'inscrivent dans l'épaisseur d'un espace local au sein duquel les relations interpersonnelles, qu'elles qu'en soient l'intensité et la nature (amicales, familiales, professionnelles, éducatives, associatives, militantes...), participent à la construction du rapport au politique, dont le vote n'est qu'une manifestation.

En conséquence, comme le rappelle Benoît Coquard, comprendre l'émergence et/ou l'ancrage territorial du RN nécessite de penser la question des modèles, positifs et négatifs, disponibles localement et susceptibles d'assurer un rôle de relais de politisation.

Dans cette perspective, il apparaît que la fragilisation de la petite bourgeoisie culturelle se traduit également, dans ces villes moyennes, par une difficulté croissante de ses membres à incarner un modèle positif auprès des classes populaires. Cette moindre désirabilité des valeurs et du style de vie du groupe s'accompagne également de sa progressive invisibilisation dans l'espace local. Il faut y voir l'effet des défaites politiques concédées au sein de l'arène municipale, mais aussi d'une tendance au repli de cette petite bourgeoisie culturelle fragilisée, qui n'investit plus l'espace public avec la même ferveur que durant les décennies précédentes.

Cette dernière se caractérise, en outre, par une extension du mépris de classe exprimé à l'égard des classes populaires, prenant notamment appui sur la stigmatisation morale du racisme réel ou supposé. Ce mépris assure une fonction de réassurance sociale dans un contexte où la légitimité de celles et ceux qui le mobilisent ne va plus de soi, mais accentuée, en retour, la prise de distance des classes populaires.

L'effritement de cette alliance de classe s'accompagne, par ailleurs, de nouveaux modes d'encadrement des classes populaires, portés, dans ces villes moyennes, par d'autres figures de notabilité locale, en particulier issues de la petite et moyenne bourgeoisie économique locale, à l'instar de ce qui s'observe dans les territoires où l'ancrage de la gauche a toujours été faible, comme les campagnes en déclin du Nord-Est de la France ou les communes vieillissantes mais attractives du Sud-Est.

Dans ces villes moyennes, le RN peine encore à y recruter des militants, comme le révèlent les nombreux « dérapages » des candidats présentés à l'occasion des dernières élections législatives, peu socialisés aux normes de la respectabilité politique. Depuis quelques années, pourtant, nombre de figures locales de la bourgeoisie économique s'affichent désormais au côté du parti, que ce soit en tant que sympathisant ou que membre investi à l'occasion des élections locales, relayant la normalisation du RN et des idées qu'il porte dans des territoires qui étaient jusqu'ici plutôt à l'écart de ces dynamiques.

Alors que la victoire de la gauche dans de nombreuses villes moyennes aux municipales de 1977 a largement contribué à celle de François Mitterrand en 1981, perdre durablement ces villes constituerait pour elle un revers électoral majeur, au moment où elle est accusée de rompre son lien avec « les territoires » et de se replier dans les espaces où elle conserve l'avantage, à savoir les centres-villes gentrifiés et les quartiers d'habitat social des grandes agglomérations.

NDLR : Élie Guérait a récemment publié *Le déclin de la petite bourgeoisie culturelle* aux éditions Raisons d'agir.

Élie Guérait

SOCIOLOGUE, MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE ET
CHERCHEUR AU LESCORES, ASSOCIE A L'INED

Achille Warnant

GEOGRAPHE, UMR GEOGRAPHIE-CITES